



**SOMMAIRE**

Point 60 de l'ordre du jour :

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (*suite*)..... 355

**Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).**

**POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/3187 et Add.1, A/C.3/L.592, A/C.3/L.594) [suite]**

1. Le **PRESIDENT** annonce que le représentant de la Grèce a accepté les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596) au projet de résolution grec (A/C.3/L.592).

2. M. **JUVIGNY** (France), tout en comprenant le but visé par le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592), a des objections sérieuses à formuler contre la proposition elle-même. Les débats relatifs à des questions connexes, qui ont eu lieu dans divers organes des Nations Unies au cours de ces dernières années, ont en général montré que la réalisation de cet objectif se heurtait à de nombreux obstacles juridiques, politiques et psychologiques. Le représentant de la Grèce a insisté à juste titre sur la nécessité de dépolitiser tout examen des plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Tel a toujours été le point de vue de la délégation française, laquelle, pour ne mentionner qu'un seul exemple, a déploré le caractère éminemment politique des débats relatifs à la libre détermination qui se sont déroulés à la Commission des droits de l'homme, où il a été manifeste que certaines délégations ne désiraient nullement exclure les considérations politiques.

3. La Grèce propose une procédure à suivre pour les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Conformément à cette procédure, la Commission des droits de l'homme, organe composé de 18 membres, confierait à quelques-uns d'entre eux le soin d'instruire ces plaintes. Il convient d'examiner si ces membres sont compétents pour accomplir une tâche aussi délicate et aussi difficile. En tant que membres de la Commission des droits de l'homme, ils représentent leurs gouvernements, dont ils recevraient probablement des directives quant à la façon de s'acquitter des obligations qui leur incomberaient pour l'étude des plaintes.

Page

Leurs décisions pourraient avoir un caractère politique et donneraient par conséquent matière à contestation.

4. Pour certaines délégations, la question des plaintes est étroitement liée à celle du droit de pétition en fonction du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. La délégation de l'Uruguay, qui avait déjà soulevé ce problème à la Commission des droits de l'homme, l'a d'ailleurs et à juste titre soulevé de nouveau à la Troisième Commission en présentant son amendement (A/C.3/L.595). L'Assemblée générale devrait, en tout état de cause, se prononcer sur ce point et énoncer des directives claires destinées à la Commission des droits de l'homme, avant que l'on puisse accomplir de nouveaux progrès. La procédure proposée soulève aussi des objections d'ordre constitutionnel: aucune plainte relative à des violations des droits de l'homme ne peut être formulée tant que les droits eux-mêmes n'ont pas été définis; or une telle définition n'a pas encore été donnée. La Déclaration universelle des droits de l'homme est un code moral qui doit servir de guide aux Etats, mais elle n'a pas force de loi; c'est précisément pour cette raison que l'on a décidé de rédiger les pactes. Enfin, la proposition hellénique laisse sans réponse de nombreuses questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du comité proposé ainsi qu'à ses rapports avec la Commission des droits de l'homme, et elle ne prévoit aucune procédure d'appel. Dans ces conditions, il est très peu probable que le système proposé permette d'obtenir des résultats aussi rapides que ceux que le représentant de la Grèce semble espérer.

5. La proposition grecque semble oublier que la Commission des droits de l'homme a choisi, en cette matière, une voie différente. Lors de la rédaction des pactes, la Commission des droits de l'homme a étudié cette question avec beaucoup de soin et ne s'est pas reconnue compétente pour s'occuper des plaintes. Elle a donc prévu la création d'un comité des droits de l'homme avec possibilité de recours, en dernier ressort, à la Cour internationale de justice. La proposition de la Grèce reste bien en deçà de ces dispositions, que la Troisième Commission n'a pas encore étudiées. Si, par contre, la procédure envisagée par la Grèce doit s'appliquer également aux droits économiques, sociaux et culturels, elle va trop loin. Le projet de pacte relatif à ces droits ne prévoit qu'un système de rapports.

6. Enfin, la proposition grecque est prématurée. Un mécanisme du type envisagé ne peut être institué avant que les pactes aient été signés et ratifiés et que les Etats aient accepté les obligations précises qui en découlent. Le moment n'est pas encore venu; la Commission doit accélérer ses travaux et ne pas prendre de décisions de portée aussi générale que celle que la Grèce propose. Cela ne veut pas dire que M. Juvigny envisage l'avenir avec pessimisme; il a simplement une vue réaliste de la situation mondiale. Il y a des raisons d'espérer; on prend déjà des mesures conformément aux principes de coopération internationale posés dans

la Charte des Nations Unies. La seule façon logique de procéder est d'attendre que la partie relative à la mise en œuvre figurant dans les projets de pactes ait été discutée à fond et adoptée pour examiner la proposition grecque (A/C.3/L.592) et les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596) et de l'Uruguay (A/C.3/L.595). Si la Commission adoptait une autre solution, elle risquerait de créer de la confusion et de faire plus de mal que de bien.

7. Mlle RADIC (Yougoslavie) rappelle que la majorité des orateurs ont reconnu la gravité du problème soulevé par la Grèce. Il est évident que l'Organisation des Nations Unies n'est pas encore en mesure d'empêcher des violations des droits de l'homme, sans parler de favoriser le respect de ces droits ou de les protéger. Il est clair aussi qu'il s'écoulera un temps appréciable avant que les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme n'entrent en vigueur. En attendant, il y a nombre de problèmes concrets à résoudre.

8. La délégation yougoslave est favorable à l'initiative prise par la délégation grecque. Toutefois, la solution très précise proposée par la Grèce (A/C.3/L.592) soulève aussi certaines difficultés, et des mesures provisoires, quelles qu'elles soient, risquent fort de rendre le problème plus compliqué encore au lieu d'aider à le résoudre.

9. Mlle Radic approuve les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596), qui permettraient d'arriver à un compromis satisfaisant. En insistant sur la nécessité d'adopter les pactes le plus rapidement possible, le représentant de l'Afghanistan propose à la Commission la solution la plus constructive. Bien que Mlle Radic ne soit pas très optimiste à cet égard, les problèmes que soulève la proposition grecque l'ont persuadée qu'il fallait tout tenter pour terminer aussitôt que possible l'étude des projets de pactes. Elle s'associe aux remarques faites à ce sujet par le représentant de l'Union soviétique à la séance précédente.

10. La représentante de la Yougoslavie appuiera la proposition grecque (A/C.3/L.592), modifiée conformément aux amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.596). Sa délégation considère comme tout à fait acceptable le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution de la Grèce, lequel a le caractère d'une disposition de procédure pure et simple.

11. Selon M. CHAUDHURI (Pakistan), favoriser le respect des droits de l'homme est l'un des buts essentiels de l'Organisation des Nations Unies, qui ne peut prétendre rallier l'humanité que dans la mesure où elle protège les droits des hommes et contribue au bonheur de ceux-ci. Privés de leurs droits, les hommes cessent d'être des hommes; l'un des devoirs sacrés de l'Organisation des Nations Unies est de prévenir toute violation des droits de l'homme, où qu'elle puisse se produire.

12. La lutte héroïque menée pour le respect des droits de l'homme est aussi ancienne que l'humanité elle-même; et si les dernières années ont amené de grandes réalisations dans ce domaine, elles ont aussi été marquées par une nouvelle offensive de la tyrannie et de l'oppression brutale. Par ses divers organes, l'Organisation des Nations Unies s'efforce d'assurer à jamais à tous les hommes la jouissance des droits qui leur appartiennent. Cependant, dans diverses régions du monde, ces droits sont déniés à des hommes qui meurent pour les conquérir tandis qu'à l'Organisation des Nations Unies leurs oppresseurs proclament leur foi dans ces mêmes droits. L'écart grandissant qui sépare les paroles et les actes impose à l'Organisation des

Nations Unies l'obligation impérieuse de s'acquitter de ses responsabilités dans le domaine des droits de l'homme.

13. Le représentant du Pakistan approuve entièrement le but du projet de résolution grec (A/C.3/L.592), mais il est peu probable que la solution proposée permette de l'atteindre. On a fait valoir contre ce texte que le comité qu'il propose — comité dont la composition et les pouvoirs sont par trop vagues — serait appelé à juger des Etats souverains. Mais, si les Etats veulent une organisation mondiale efficace, ils doivent renoncer à la souveraineté absolue. L'existence d'Etats séparés est un simple accident historique; leur interdépendance actuelle est un fait. Le problème qui se pose aujourd'hui au monde n'est pas de savoir comment concilier les intérêts de l'humanité avec ceux de tel ou tel Etat, mais de savoir quelle orientation il convient de donner à la politique des Etats pour qu'elle serve les intérêts de toute l'humanité. Dans les relations internationales, aucun Etat ne peut être seul juge de la meilleure manière de résoudre les problèmes qui concernent l'humanité tout entière. A moins que les Etats n'apprennent à coopérer les uns avec les autres, ils retomberont dans leur vieille et funeste habitude — la guerre — et l'Organisation des Nations Unies aurait été créée en vain. Si leurs intentions sont bonnes, les Etats n'ont rien à craindre de la coopération internationale; ils doivent s'habituer à sacrifier des intérêts provisoires aux avantages durables de la paix.

14. Compte tenu de ces considérations, M. Chaudhuri estime que le projet de résolution grec et les deux amendements qui s'y rapportent (A/C.3/L.595 et A/C.3/L.596) ne sont pas satisfaisants; toutefois, approuvant les motifs qui ont inspiré les auteurs de ces propositions, il ne votera pas contre elles; il s'abstiendra.

15. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) dit que le mérite du projet de résolution grec (A/C.3/L.592) est d'appeler l'attention des Etats sur les violations des droits de l'homme et sur la nécessité d'assurer le respect de ces droits dans le monde entier. Mais la proposition contenue dans le dispositif est fondée sur l'idée indûment pessimiste que les projets de pactes n'entreront pas en vigueur avant 10 ans au moins; M. Petrželka félicite le représentant de la Grèce d'avoir accepté que le passage en question soit remplacé par le texte de l'Afghanistan (A/C.3/L.596). Il est certain que la meilleure manière d'assurer le respect des droits de l'homme est de hâter les travaux relatifs aux projets de pactes; ces derniers prévoient un mécanisme de mise en œuvre qui sera certainement plus efficace que la méthode d'abord proposée par la Grèce, ne serait-ce que parce qu'il reposera sur un engagement contractuel. En outre, comme la première proposition grecque aurait nécessairement donné lieu à de longs débats et se serait heurtée aux difficultés qui, précisément, ont retardé l'élaboration des projets de pactes, il n'y a aucune raison de penser que l'on aurait gagné du temps en préférant cette proposition aux projets de pactes.

16. M. Petrželka appuie donc vigoureusement le paragraphe 1 du nouveau dispositif qui reprend le texte de l'amendement afghan (A/C.3/L.596); mais le paragraphe 2, qui est essentiellement la proposition grecque exprimée en termes plus généraux, prête aux mêmes objections que cette proposition et M. Petrželka espère qu'il sera retiré par son auteur, ou modifié.

17. L'amendement uruguayen (A/C.3/L.595) va encore plus loin que la première proposition grecque et soulève une question extrêmement controversée; M. Petrželka ne sera donc pas en mesure de l'appuyer.

18. M. TSURUOKA (Japon) s'associe aux orateurs qui l'ont précédé et qui ont félicité le représentant de la Grèce d'avoir soumis sa proposition (A/C.3/L.592) à la Commission. Cependant, il doit reconnaître que, sous sa forme actuelle, cette proposition ne pourrait atteindre son but. Il n'en est pas moins reconnaissant au représentant de la Grèce de lui avoir donné l'occasion de se demander si son gouvernement s'acquittait honnêtement des obligations qui lui incombent dans le domaine des droits de l'homme. M. Tsuruoka en est venu à cette conclusion qu'après de nombreuses erreurs, le Japon s'est engagé dans la bonne voie et qu'il respecte les droits de l'homme non seulement dans sa législation, mais aussi dans le vie quotidienne. Le meilleur moyen d'assurer partout ce même respect serait peut-être que les hommes d'Etat de tous les pays fassent chaque jour leur examen de conscience et s'accusent eux-mêmes avant d'accuser les autres. Cette manière d'envisager le problème peut paraître naïve, mais M. Tsuruoka est fermement persuadé que le bien doit triompher du mal et que la meilleure sauvegarde des droits de l'homme se trouve dans la conscience de l'individu.

19. M. HOARE (Royaume-Uni) déclare que, quel que soit le sort de la proposition grecque, le débat auquel elle a donné lieu aura été un utile rappel des circonstances générales dans lesquelles l'examen des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme se poursuit; la question de savoir s'il est possible, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'agir de quelque manière pour prévenir les violations des droits de l'homme est de celles qui méritent d'être étudiées. M. Hoare repousse l'allégation du représentant de la Grèce concernant de prétendues violations dans un territoire soumis à l'autorité britannique; en tout cas, la question est encore pendante devant une autre instance. Selon lui, deux éléments importants doivent être pris en considération en la matière. On doit tout d'abord tenir compte du fait que la Charte des Nations Unies n'a pas prévu un système complet d'action en cas de violations. Les affaires de ce genre peuvent être portées devant de plus hauts organes que la Commission des droits de l'homme, mais, comme le représentant de la Grèce l'a dit, les résultats ont souvent un caractère politique. Ainsi, l'importance des droits de l'homme est bien affirmée dans la Charte, mais les Nations Unies n'ont pas encore trouvé de système qui puisse être appliqué en cas de violations.

20. La première tâche de la Commission des droits de l'homme a été la rédaction d'une Charte internationale des droits de l'homme; en conséquence, la Commission a préparé la Déclaration et les projets de pactes. Le fait même qu'on ait jugé essentiel d'introduire dans les projets de pactes des clauses comme celles que l'on trouve habituellement dans les traités, pour faire obligation aux Etats de les appliquer, montre que la Charte des Nations Unies ne contient pas de dispositions de ce genre. D'autre part — c'est là le second élément important — on doit noter que les retards et les difficultés que connaissent les projets de pactes s'expliquent essentiellement par le changement qui s'est produit dans la tonalité de l'opinion, depuis le moment où l'on a entrepris l'élaboration de ces textes. C'est dans le climat politique actuel que la solution envisagée dans la proposition grecque doit être considérée.

21. Même si, en vertu de la proposition hellénique, la Commission des droits de l'homme parvenait à mettre sur pied un système en vertu duquel un organe des Nations Unies serait habilité à se prononcer sur les plaintes formulées par des pays contre d'autres pays,

les Etats n'auraient pas l'obligation de l'accepter, et l'on peut douter, étant donné le climat politique actuel, que de nombreux Etats Membres soient disposés à s'y soumettre. Au surplus, on peut envisager l'élaboration du système de deux manières: on pourrait soit laisser au système la forme quelque peu indéfinie que lui donne la proposition grecque, sans rien préciser des pouvoirs et du fonctionnement de l'organe qui serait chargé d'examiner les plaintes, soit au contraire rédiger la proposition d'une façon aussi précise que possible. Si l'on adoptait la première solution, il est extrêmement improbable que les Etats souscriraient à un engagement libellé en termes vagues; si l'on s'arrêtait à la seconde, les mesures adoptées seraient, cela est inévitable, pratiquement identiques aux mesures de mise en œuvre prévues dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques. On ne viendrait à donner son adhésion aux mesures de mise en œuvre de ce pacte, sans avoir de définition plus précise des droits en cause qu'il ne s'en trouve dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans l'un ou l'autre cas, on doit donc conclure qu'il est peu probable qu'une solution au problème des mesures provisoires apparaisse dans l'immédiat.

22. En ce qui concerne la proposition tendant à confier la question des mesures provisoires à la Commission des droits de l'homme, les observations du représentant de l'Union soviétique (749ème séance) concernant l'élément temps sont pertinentes. En outre, la Commission sera bientôt saisie des premiers rapports trisannuels prévus par les propositions des Etats-Unis<sup>1</sup>, qui posent d'une manière entièrement nouvelle le problème du respect et de la défense des droits de l'homme; elle sera saisie également d'une étude spéciale que trois membres de la Commission ont faite de l'un des droits de l'homme en particulier. La manière dont cette documentation nouvelle devra être étudiée requerra toute l'attention de la Commission. La proposition relative à une étude des mesures provisoires se heurte donc à des obstacles d'ordre pratique. La même remarque vaut pour la proposition de l'Uruguay tendant à ce que la Commission étudie un système général d'examen des pétitions et des plaintes émanant de particuliers. La Commission pourrait difficilement s'engager dans cette voie avant d'avoir étudié un système de ce genre dans le cadre du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques. Elle a décidé intentionnellement que cette étude devrait être laissée à l'Assemblée générale, en liaison avec le projet de pacte.

23. Le débat dont la proposition grecque a fait l'objet a été utile en particulier aux nouveaux Membres, car il a porté sur certains des problèmes fondamentaux que posent les travaux entrepris dans le domaine des droits de l'homme; mais M. Hoare estime que la solution la plus sage serait que le représentant de la Grèce retire son projet de résolution (A/C.3/L.592). La délégation afghane pourrait présenter son amendement (A/C.3/L.595) à la Commission, le moment venu, sous forme de proposition indépendante.

24. M. DE ROSSI (Italie) fait observer que la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptée par le Conseil de l'Europe et signée à Rome le 4 novembre 1950, prévoit un ensemble de rouages très complet, y compris une Commission des droits de l'homme et un Tribunal des droits de l'homme qui sont habilités à connaître des violations des droits de l'homme. L'élaboration de cette

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquantième session, Supplément No 6*, chap. VII.

convention a pris une année environ. Comme d'autres représentants, M. de Rossi estime que l'adoption de la proposition grecque ferait obstacle à l'achèvement rapide des travaux relatifs aux projets de pactes et qu'elle serait prématurée tant que les droits de l'homme n'auront pas reçu de définition juridique. On ne saurait considérer comme juridiquement obligatoires les proclamations des droits de l'homme contenues dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et la tâche de la Commission est de rédiger des instruments ayant force obligatoire en la matière. Du point de vue démocratique, la séparation des pouvoirs est une garantie importante pour les droits de l'homme; il est essentiel de maintenir un équilibre entre les dispositions de fond, la procédure et les dispositions de mise en œuvre.

25. Quant au texte du dispositif proposé dans les amendements afghans (A/C.3/L.596), M. de Rossi en approuve le paragraphe 1, mais il ne peut appuyer le paragraphe 2, car il ne croit pas qu'il convienne de charger la Commission des droits de l'homme d'une nouvelle tâche avant l'achèvement des travaux urgents qu'il reste à accomplir en ce qui concerne les projets de pactes.

26. Mme ROSSEL (Suède) ne considère pas que la Commission des droits de l'homme ait compétence pour s'occuper de questions comme celles que mentionne le projet de résolution grec (A/C.3/L.592); en fait, elle a décliné elle-même sa compétence, et son point de vue a été confirmé par la résolution 75 (V) du Conseil économique et social. Lorsqu'elle a examiné les clauses de mise en œuvre dans leur rapport avec les articles de fond, la Commission a tendu à limiter la compétence du comité des droits de l'homme prévu pour la surveillance de la mise en œuvre des pactes; elle en a restreint la composition aux pays ayant ratifié les pactes et ne l'a habilité à connaître que des plaintes formulées par des Etats ayant ratifié les pactes contre d'autres Etats les ayant ratifiés également. La proposition grecque ne contient pas de définition aussi claire et semble prévoir que les plaintes portées contre tout Etat Membre seront recevables. La représentante de la Suède sera donc obligée de voter contre le projet de résolution grec s'il est mis aux voix.

27. Les amendements afghans (A/C.3/L.596), acceptés par la délégation grecque, demandent trop. Si

le désir de toutes les délégations est de terminer l'examen des projets de pactes le plus tôt possible, il y a cependant intérêt à consacrer à la question tout le temps qu'il faut, à bien connaître le point de vue de chacun sur les divers articles et à étudier à fond le sens de chaque disposition. Il serait inéquitable de ne pas donner à tous les Etats Membres, en particulier aux 20 nouveaux Membres, l'occasion de procéder à un échange de vues complet sur cette question. Jusqu'ici, les 18 membres de la Commission des droits de l'homme ont été privilégiés à cet égard. Mme Rössel doute en tout cas qu'il se trouve un seul membre de la Troisième Commission qui soit d'avis que la participation de sa délégation au débat a été inutile et a retardé exagérément l'adoption des pactes. Au surplus, les articles adoptés jusqu'ici semblent prêter moins à controverse que ceux du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, qui n'ont pas encore été examinés. Mme Rössel est certaine que le représentant de l'Afghanistan conviendra que les pactes doivent être rédigés avec soin si l'on ne veut pas qu'ils deviennent lettre morte. La délégation de la Suède devra voter contre le paragraphe 1 du texte proposé dans les amendements afghans, à moins que les mots "si possible" ne soient ajoutés après les mots "à cette session", à la fin du paragraphe 1, a; elle sera obligée aussi de voter contre le paragraphe 2 du texte proposé dans les amendements, qui tend en réalité au même but que le projet de résolution grec.

28. M. PAZHWAK (Afghanistan) remercie la délégation grecque d'avoir présenté son utile proposition, qui a donné lieu à un débat des plus intéressants.

29. Il espère que la représentante de la Suède ne présentera pas comme un amendement formel sa suggestion tendant à l'adjonction des mots "si possible". Il est surprenant d'entendre invoquer de nouveau l'élément temps après tant d'années consacrées à l'examen des projets de pactes. L'Assemblée générale peut prolonger en tout temps les sessions de la Troisième Commission à une fin particulière, comme elle l'a fait pour d'autres organes. En outre, M. Pazhwak espère que les 18 membres de la Commission des droits de l'homme ne feront pas obstacle à ce que les projets de pactes soient examinés à fond; en renonçant à prendre la parole sur la question, ils peuvent donner aux nouveaux Membres l'occasion de faire connaître leurs vues. De l'avis du représentant de l'Afghanistan, la suggestion suédoise est dangereuse et inacceptable.

La séance est levée à 12 h. 55.